

Résumé analytique

A. Introduction

La croissance économique sans précédent du dernier quart de siècle s'est nécessairement accompagnée d'un changement économique sans précédent.

L'ouverture spectaculaire de l'économie mondiale, combinée à l'évolution rapide des technologies, a amélioré le bien-être et le niveau de vie de milliards de personnes dans le monde, notamment des personnes les plus pauvres. Mais ce processus s'est nécessairement accompagné d'un changement économique et d'un bouleversement du marché du travail, à mesure que la productivité a augmenté et que les industries en déclin ont été remplacées par de nouvelles industries.

Le progrès technologique et l'ouverture au commerce – les deux moteurs les plus importants des évolutions et des avancées économiques aujourd'hui – sont aussi intrinsèquement liés.

L'essor d'une économie mondiale plus intégrée a accéléré la diffusion de l'innovation, de l'information et du savoir-faire et a encouragé la collaboration et la concurrence transfrontières, et tout cela a contribué aux avancées technologiques. En même temps, les progrès technologiques – de la conteneurisation aux améliorations du transport aérien et à l'invention d'Internet – ont contribué à l'intégration croissante de l'économie mondiale. Cela crée un cercle vertueux dans lequel les avancées technologiques favorisent l'ouverture au commerce, et l'ouverture économique stimule les avancées technologiques, le tout soutenant une croissance plus rapide et une plus grande intégration des pays en développement dans l'économie mondiale.

L'échelle et le rythme des changements économiques récents au niveau mondial sont inédits, mais le processus n'est pas nouveau.

Depuis la révolution industrielle il y a environ 200 ans, le développement économique s'est progressivement élargi, approfondi et accéléré, en grande partie sous l'effet conjugué de l'innovation technologique et de l'intégration mondiale. Les « vagues » successives de développement – par exemple en Europe et en Amérique du Nord au XIX^e siècle, dans les nouvelles économies industrialisées après le milieu du XX^e siècle et dans les grandes économies émergentes au cours des 25 dernières années – ont résulté à

la fois de l'utilisation de nouvelles technologies et de l'intégration dans une économie de plus en plus mondialisée.

Le progrès économique continu repose sur la capacité des sociétés de s'ajuster, s'adapter et encourager l'inclusion.

La capacité des travailleurs de passer d'emplois à faible productivité à des emplois à plus forte productivité et de quitter les secteurs en déclin pour les secteurs en pleine croissance est le principal mécanisme par lequel le commerce et les progrès technologiques accroissent l'efficacité économique globale, favorisent le développement et améliorent les niveaux de vie.

Même si, au total, les coûts d'ajustement du marché du travail sont beaucoup plus faibles que les bénéfices du commerce et du progrès technologique, ces coûts sont souvent supportés de manière disproportionnée par certains groupes ou communautés, sous la forme de baisses de revenus ou de pertes d'emplois.

Le fait que certains pays semblent s'adapter mieux que d'autres au changement technologique et à la mondialisation, en particulier en réduisant les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre et, plus généralement, en partageant de manière plus équitable et active les coûts et les bénéfices du changement, semble indiquer que les politiques publiques peuvent jouer un rôle important en aidant les économies et les sociétés à s'adapter à un monde en pleine mutation.

B. Situation du marché du travail : tendances et cadre analytique

Plusieurs tendances générales ont pu être observées sur le marché du travail au cours des 25 dernières années, mais leur évolution varie considérablement d'un pays à l'autre, ce qui donne à penser que des facteurs propres à chaque pays jouent un rôle crucial dans le fonctionnement du marché du travail.

Malgré les craintes d'une « croissance économique sans emplois », le taux d'activité et le ratio emploi-population sont restés relativement constants dans la plupart des pays à revenu élevé et à faible revenu, mais ils ont diminué dans les pays à revenu intermédiaire. Ces différentes tendances peuvent s'expliquer en partie par des facteurs tels que les conditions macroéconomiques, l'évolution démographique et les changements institutionnels, notamment l'extension de l'enseignement secondaire et supérieur, la participation croissante des femmes à la vie active, la baisse du taux d'activité des hommes, et l'augmentation des emplois atypiques, tels que les contrats temporaires, le travail à temps partiel et le travail indépendant.

Les taux de chômage ne révèlent aucune tendance à long terme. La fréquence du chômage varie beaucoup d'une région à l'autre et à l'intérieur des régions. Elle a fortement augmenté dans la plupart des pays développés pendant la Grande Récession d'après 2007 et n'a diminué que progressivement après. La Grande Récession a aussi eu un impact sur de nombreux pays en développement, provoquant notamment une augmentation de leur importante économie informelle.

Au cours des dix dernières années, les salaires réels moyens ont continué à augmenter dans la plupart des pays, mais à un rythme plus lent depuis la Grande Récession, les économies émergentes enregistrant les plus fortes augmentations relatives.

Outre les fluctuations économiques et l'inflation, l'évolution des salaires réels est en partie liée à la part croissante des emplois temporaires et à temps partiel, souvent associés à des salaires plus bas. Pour de nombreux pays en développement et pays moins avancés, le travail indépendant et le travail familial non rémunéré restent des types d'emplois courants, ce qui implique souvent des revenus plus faibles et plus incertains.

Au cours des 20 dernières années, des transformations importantes ont eu lieu dans

la structure sectorielle et professionnelle de l'emploi dans de nombreux pays.

Globalement, la part de l'emploi dans les services a continué à augmenter dans les économies développées et en développement, tandis que la part de l'emploi dans les secteurs agricole et manufacturier continue à diminuer ou stagner dans les pays développés et dans un nombre croissant de pays en développement.

Dans les économies développées et un certain nombre d'économies en développement, cette tendance s'est accompagnée d'un accroissement relatif de la part des emplois peu qualifiés et très qualifiés dans l'emploi total, et d'une baisse relative de la part des emplois moyennement qualifiés. La prime de qualification, définie comme le ratio entre les salaires des travailleurs qualifiés et non qualifiés, a aussi augmenté dans plusieurs pays développés et en développement, alors qu'il est resté stable ou qu'il a diminué dans d'autres. Comme cela est indiqué dans les sections C et D, la littérature a identifié un certain nombre de facteurs, tels que le progrès technologique et la mondialisation, qui pourraient expliquer ces changements structurels.

Outre les obstacles à la mobilité, les conditions institutionnelles et politiques déterminent l'évolution du marché du travail, indépendamment de l'origine des changements économiques.

L'interaction complexe entre les facteurs qui déterminent l'offre et la demande de main-d'œuvre et leur influence sur les salaires et l'emploi – notamment les conditions macroéconomiques, les institutions du marché du travail et les frictions ou obstacles à la mobilité – et différents facteurs externes ou différents changements structurels – tels que le commerce et le progrès technologique – est au centre des résultats du marché du travail et a un effet décisif sur la répartition des gains économiques.

Sur un marché du travail concurrentiel, le chômage ne peut qu'augmenter si le taux de salaire n'est pas ajusté à la baisse pour assurer l'équilibre du marché quand l'offre de main-d'œuvre est excédentaire.

On distingue trois grandes catégories de chômage. On parle de chômage « frictionnel » lorsqu'un nombre important de personnes sont en transition entre deux emplois à un moment donné. On parle de chômage « conjoncturel » lorsque la baisse de la demande globale dans la phase de contraction d'un cycle économique entraîne une diminution de la demande

de main-d'œuvre mais les salaires ne sont pas ajustés à la baisse. Enfin, un chômage « structurel » ou « transitionnel » apparaît en présence de rigidités salariales pour deux raisons : soit parce que les qualifications des travailleurs ne correspondent pas à celles que recherchent les employeurs, soit parce que des obstacles à la mobilité empêchent les travailleurs qui perdent leur emploi de changer de métier ou de région pour trouver un nouvel emploi.

Les modèles d'appariement suggèrent que les institutions et les réglementations du marché du travail ont une grande influence sur le coût du chômage et, en définitive, sur sa durée.

Plus généralement, le niveau du chômage dépend du flux d'individus entrant sur le marché du travail et en sortant, de la vitesse à laquelle les chômeurs trouvent et acceptent un emploi, et des conditions dans lesquelles la négociation sur le surplus se déroule entre les employeurs et les travailleurs dans le cadre de leur échange sur le marché du travail.

La rapidité, l'efficacité et l'efficacité du processus de recherche ont tendance à augmenter et, par conséquent, le niveau du chômage a tendance à diminuer lorsque l'accès à l'information sur les emplois pour les demandeurs et sur les demandeurs pour les employeurs est amélioré par les pouvoirs publics ou autrement. De même, l'existence et les conditions des mécanismes de soutien du revenu influent sur le coût du chômage pour les chômeurs, et donc aussi sur la rapidité avec laquelle ils acceptent un nouvel emploi.

C. L'impact des technologies sur la situation du marché du travail

Le progrès technologique est la principale source de croissance économique ...

Le progrès technologique accroît la production économique et le bien-être en améliorant la productivité, c'est-à-dire en permettant de produire plus avec les mêmes ressources, et en favorisant plus d'innovation et de développement.

... mais c'est aussi la principale cause de changement sur le marché du travail.

Toutefois, en rendant obsolètes certains produits ou certains processus de production et en créant de nouveaux produits ou en augmentant la demande de produits sujets à innovation, le progrès technologique est nécessairement associé au redéploiement de la main-d'œuvre dans les secteurs et les entreprises et entre eux.

La technologie peut accroître la demande de main-d'œuvre, mais elle peut aussi la réduire.

La technologie peut, à divers degrés, assister les salariés dans leur travail ou rendre certains emplois obsolètes. Par exemple, dans les avions, la technologie de pilotage automatique facilite le travail des pilotes et améliore considérablement leur performance globale. L'automatisation permet cependant d'effectuer des tâches cognitives ou manuelles sans intervention humaine. Par exemple, le bouchage des bouteilles de vin dans un vignoble peut être effectué par une machine, ce qui rend l'apport de main-d'œuvre humaine superflu.

Tout au long de l'Histoire, le progrès technologique a été source d'anxiété pour de nombreux travailleurs. Les technologies permettant d'économiser la main-d'œuvre, comme la mécanisation dans l'agriculture, les robots dans l'industrie et l'automatisation des services, laquelle a éliminé des métiers comme celui de garçon d'ascenseur, ont affecté tous les secteurs.

Les nouvelles technologies qui remplacent le travail humain réduisent la demande de main-d'œuvre. Mais elles réduisent aussi les coûts de production et elles stimulent la production, ce qui entraîne une augmentation de la demande de main-d'œuvre. En conséquence et en raison d'autres facteurs comme les retombées sur la demande locale (quand les nouveaux emplois génèrent une demande supplémentaire dans l'économie locale), l'effet global de ces nouvelles technologies sur la demande de main-d'œuvre est ambigu.

Les effets des technologies qui augmentent le travail humain sur la demande de main-d'œuvre sont également ambigus, car ils dépendent de la manière dont la demande de produits réagit au changement des prix relatifs induit par le changement technologique. La question de savoir si le changement technologique augmente ou réduit la demande globale de main-d'œuvre est donc une question empirique.

En général, la littérature empirique constate que le changement technologique a des effets limités, et peut-être même positifs, sur la demande globale de main-d'œuvre et sur l'emploi. Il existe cependant quelques exceptions importantes, certaines études montrant que le progrès technologique a des effets négatifs sur la demande de main-d'œuvre. Un thème courant dans la littérature est que, dans les pays développés comme dans les pays en développement, les effets les plus importants concernent la structure, plutôt que le niveau de l'emploi.

Le changement technologique a aussi des effets sur les revenus relatifs des travailleurs ayant des qualifications différentes ...

La diffusion rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur le lieu de travail s'accompagne d'une augmentation de la demande (relative) de main-d'œuvre qualifiée car les TIC et les qualifications sont complémentaires.

Il semble y avoir un consensus sur le fait que, au cours des dernières décennies, le changement technologique a favorisé la main-d'œuvre qualifiée dans les pays développés et dans les pays en développement. Des estimations récentes indiquent qu'aux États-Unis, l'informatisation est le principal facteur déterminant la modification du niveau des salaires entre les différents niveaux d'éducation, représentant 60% de l'augmentation de la prime de qualification.

... et sur la structure de l'emploi.

La nature du travail a récemment subi des changements, notamment avec la forte diminution des emplois consistant en grande partie en tâches répétitives. Aux États-Unis, la part des emplois routiniers a diminué, passant de 40% de la population âgée de 20 à 64 ans en 1979 à 31% en 2014. Pendant la même période, les emplois manuels non routiniers (comme le ménage et la garde d'enfants) ont augmenté de 3,9 points de pourcentage et les emplois cognitifs non routiniers (professionnels qualifiés et cadres) de 6,7 points de pourcentage.

En conséquence, la part des emplois a augmenté aux deux extrémités du spectre des qualifications et a diminué au milieu, au cours des 25 dernières années. Cette accentuation de la polarisation des emplois – observée dans la plupart des pays développés et dans plusieurs pays en développement – est liée aux progrès technologiques, qui touchent les travailleurs de manière différente en fonction des tâches qu'ils exécutent.

D'un point de vue théorique, la technologie améliore les perspectives d'emploi relatives des travailleurs qualifiés effectuant des tâches non routinières (difficiles à automatiser) et des tâches exigeant des compétences cognitives, qui sont complétées par les TIC. En revanche, la technologie aggrave les perspectives d'emploi relatives des travailleurs moyennement qualifiés effectuant des tâches routinières (faciles à automatiser) et a peu d'effet direct sur les perspectives d'emploi des travailleurs peu qualifiés effectuant des tâches manuelles non routinières, qui ne sont ni faciles à automatiser ni concernées par la complémentarité entre les TIC et les qualifications.

À quelques exceptions près, la littérature empirique confirme l'idée selon laquelle le progrès technologique a été l'un des principaux déterminants de la diminution des emplois routiniers et de la polarisation de l'emploi qui s'en est suivie dans les économies développées, tandis que dans les pays en développement, les éléments disponibles ne permettent pas de conclure que le progrès technologique est biaisé en défaveur des emplois routiniers.

La vague d'avancées technologiques qui s'annonce, en particulier avec l'intelligence artificielle et la robotique, soulève plusieurs questions, notamment au sujet de leur impact sur l'avenir de l'emploi.

Certains experts estiment que l'Histoire va se répéter et que la prochaine vague d'avancées technologiques entraînera le remplacement de nombreux emplois existants par de nouveaux. D'autres estiment au contraire que la nouvelle vague de technologies est différente (par sa rapidité, son échelle et sa force) et qu'elle remplacera massivement les emplois humains, conduisant à un « avenir sans emploi ».

Plusieurs études et rapports ont tenté d'estimer la part des emplois qui sont fortement menacés par l'automatisation. Des méthodologies et des hypothèses différentes aboutissent à des estimations très différentes de la proportion d'emplois risquant d'être automatisés. D'après ces estimations, la proportion serait plus importante dans les pays en développement que dans les pays développés.

La probabilité estimée d'une automatisation n'équivaut en aucun cas au chômage futur car le développement, l'adoption et la diffusion des nouvelles technologies dépendront de plusieurs facteurs, notamment la faisabilité, le coût et la culture managériale au sein des entreprises, les cadres juridique et réglementaire et l'acceptation par le public.

Bien que la question reste ouverte et controversée, les progrès technologiques à venir auront encore probablement des effets perturbateurs en influençant le développement des compétences, en rendant certaines qualifications obsolètes et en renforçant d'autres, et en créant un besoin de nouvelles compétences.

D. L'impact du commerce sur la situation du marché du travail

Comme le progrès technologique, le commerce accroît la productivité et le bien-être.

L'ouverture au commerce accroît le bien-être d'un pays de plusieurs façons, engendrant des gains statiques – par exemple en permettant l'affectation plus efficace des ressources productives grâce à une plus grande spécialisation – et des gains dynamiques – par exemple en encourageant l'échange d'idées qui accélère lui-même l'innovation. Les gains statiques du commerce sont importants. D'après certaines estimations, ils peuvent représenter jusqu'à un tiers du PIB d'un pays, par rapport à l'autarcie.

Le commerce permet d'allouer les ressources aux activités les plus productives dans chaque pays; cependant, comme le progrès technologique, il oblige en même temps les travailleurs à s'adapter. Les coûts de l'ajustement peuvent être élevés au niveau individuel et peuvent nécessiter une intervention des pouvoirs publics mais, considérés pour l'ensemble de l'économie, ils sont inférieurs aux gains globaux du commerce.

De nombreux facteurs influent sur les coûts de l'ajustement au commerce ou au progrès technologique, notamment l'épargne globale et le comportement de l'investissement, les cycles économiques, la structure industrielle initiale, les droits de douane appliqués aux différents secteurs, et la mobilité de la main-d'œuvre, laquelle ne dépend pas seulement de la réglementation. La facilité avec laquelle les travailleurs des secteurs en concurrence avec les importations s'adaptent à l'augmentation des importations dépend aussi du degré de diversification de leur propre marché du travail local.

Le commerce accroît les salaires globaux et l'emploi ...

De nombreuses personnes ont des activités liées au commerce. Des emplois sont créés non seulement pour répondre à la demande intérieure, mais aussi pour produire des biens et des services qui sont directement exportés ou qui sont utilisés pour la production d'autres biens et services qui seront exportés par d'autres entreprises. Les activités liées à l'exportation mais aussi les activités liées à l'importation créent des emplois. En outre, les entreprises exportatrices et importatrices paient des salaires plus élevés.

Les données sur l'impact du commerce sur le marché du travail global d'un pays indiquent que le commerce

a tendance à accroître l'emploi global et les salaires réels.

... mais il a d'autres effets, qui peuvent nécessiter une intervention des pouvoirs publics.

Si certaines régions, certains secteurs et certains individus profitent considérablement du commerce, d'autres peuvent voir leur situation empirer en l'absence d'intervention adéquate des pouvoirs publics. Ces effets sont analogues aux divers impacts du progrès technologique.

Plusieurs facteurs autres que la concurrence des importations ont contribué aux disparités croissantes entre les régions. L'automatisation est un facteur clé, comme en témoigne l'utilisation accrue des robots industriels. Les données empiriques disponibles laissent penser que le commerce pourrait expliquer jusqu'à 20 ou 25% de la diminution récente des emplois dans le secteur manufacturier aux États-Unis. Cela signifie que des facteurs autres que le commerce, notamment le changement technologique, peuvent expliquer jusqu'à 80% ou plus de la diminution de ces emplois.

On a beaucoup débattu de l'impact de l'essor économique de la Chine. Aux États-Unis, par exemple, il est établi que, dans les régions moins exposées à la concurrence directe des importations, l'emploi s'est développé plus favorablement que dans les régions plus exposées. Mais, le débat sur les effets de la concurrence des importations sur le marché du travail doit tenir compte d'autres questions.

Aux États-Unis, par exemple, il n'y a pas de preuve concluante que la concurrence des importations a causé des pertes d'emplois dans tout le pays. En effet, en tenant compte du fait que, si certains emplois manufacturiers sont perdus dans une région ou ville donnée, d'autres sont créés dans d'autres régions ou d'autres villes, ou dans le secteur des services, les chercheurs constatent que l'effet du commerce sur l'emploi est globalement positif.

Le commerce accroît la demande de main-d'œuvre qualifiée ...

Le commerce peut entraîner la réorientation de l'activité économique et donc des changements dans la structure de l'emploi d'un pays au niveau des tâches, des activités, des entreprises ou des secteurs.

Dans les économies avancées, le commerce accroît la demande relative de travailleurs très qualifiés, en particulier dans les emplois non routiniers. Il a donc des effets analogues à ceux du progrès

technologique biaisé en faveur des qualifications. Les principaux canaux semblent être la spécialisation dans les activités à forte intensité de compétences, la délocalisation des tâches routinières et le développement des activités innovantes en réponse à la concurrence des exportateurs à bas coût. Le commerce entraîne aussi une augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les économies en développement, principalement en raison de la diffusion des technologies par le biais des importations de biens d'équipement, d'intrants intermédiaires et de savoir-faire.

La demande accrue de main-d'œuvre qualifiée se traduit souvent non seulement par une augmentation de la part des travailleurs qualifiés dans l'emploi total, mais aussi par une prime de qualification plus élevée, c'est-à-dire par une augmentation des salaires nominaux des travailleurs très qualifiés par rapport aux travailleurs peu qualifiés.

... mais les gains reviennent aussi aux travailleurs moins qualifiés et aux personnes plus pauvres.

Il est établi que, dans les pays en développement, ce ne sont pas seulement les salaires des travailleurs qualifiés qui augmentent grâce au commerce, ce sont aussi ceux des travailleurs peu qualifiés.

En outre, le commerce accroît davantage le pouvoir d'achat des travailleurs pauvres et peu qualifiés en leur permettant d'acheter des produits importés moins chers, et de ce fait, son impact sur le salaire réel relatif peut être favorable aux pauvres.

Le commerce a permis le passage des emplois manufacturiers de classe moyenne aux emplois dans les services.

Le commerce peut entraîner un déplacement de l'emploi entre les grands secteurs. Dans certaines économies avancées, il peut accélérer la transition vers une économie basée sur les services car elles ont souvent un avantage comparatif important dans le secteur des services marchands.

Dans les pays en développement, on s'attend à ce que le commerce, combiné à d'autres facteurs, accélère la réorientation de l'emploi du secteur primaire, souvent informel, vers les secteurs secondaire et tertiaire.

Le commerce a créé des possibilités d'emploi pour les femmes dans certains pays.

L'expansion du commerce et la spécialisation croissante dans le secteur des textiles ont créé des

possibilités d'emploi pour les femmes. En République de Corée, la part des femmes employées dans le secteur manufacturier est passée de 6% en 1970 à environ 30% dans les années 1980 et au début des années 1990. L'importance de ce secteur pour l'emploi de la main-d'œuvre féminine en République de Corée a diminué depuis (tombant à 14% en 2007), mais le secteur emploie encore dix fois plus de femmes aujourd'hui que dans les années 1960.

Étant donné que les femmes, en particulier celles qui ont des enfants, ont davantage de contraintes en termes de temps et de mobilité, les évolutions technologiques comme le commerce électronique peuvent avoir un impact important sur le travail des femmes.

En créant des emplois pour les travailleurs qualifiés, le commerce accroît l'incitation à faire des études. Les femmes en profitent tout particulièrement car elles sont traditionnellement moins éduquées que les hommes, notamment dans de nombreux pays en développement.

Néanmoins, il est établi que les femmes rencontrent plus d'obstacles que les hommes pour accéder aux marchés étrangers.

E. Réponses des pouvoirs publics face à l'ajustement du marché du travail et aux changements redistributifs

Les gouvernements peuvent aider les travailleurs à gérer le coût d'ajustement au changement technologique et au commerce, tout en faisant en sorte que l'économie bénéficie autant que possible de ces changements grâce à une combinaison de politiques d'ajustement, de compétitivité et de compensation.

Les politiques d'ajustement font référence, de manière large, aux mesures prises pour réduire le coût de la réaffectation des ressources, en particulier de la main-d'œuvre, par suite du changement technologique ou du renforcement de la concurrence commerciale. Outre l'amélioration de l'efficacité économique, les politiques d'ajustement sont un moyen de compenser les pertes subies par ceux qui pâtissent du changement économique. Les programmes d'ajustement peuvent aussi aider à conserver un soutien politique en faveur de l'innovation et de l'ouverture commerciale.

Les politiques d'ajustement peuvent être générales – par exemple les politiques du marché du travail et d'éducation et les politiques sociales sont destinées à aider les travailleurs à s'adapter au changement économique, quelle qu'en soit la cause initiale – ou spécifiques, comme dans le cas des programmes d'ajustement commercial.

Les politiques d'ajustement peuvent comprendre des politiques actives ou passives concernant le marché du travail. Les politiques actives visent à accroître la probabilité pour les chômeurs de trouver un nouvel emploi, grâce à la formation ou une aide à la recherche d'emploi, par exemple. Les politiques passives, quant à elles, consistent à fournir un soutien financier aux travailleurs qui ont perdu leur emploi.

Des programmes d'ajustement peuvent être mis en place avant que des perturbations économiques ne se produisent, ou bien une assistance peut être offerte après que les effets économiques aient été ressentis.

Souvent, il est important de tenir compte du contexte social et politique plus large dans lequel s'inscrivent les politiques d'ajustement. Les recherches suggèrent que le degré de confiance entre les différents secteurs de la société, notamment les entreprises, les travailleurs et le gouvernement, contribue au succès des programmes d'ajustement.

S'appuyant sur l'expérience des pays industrialisés, la littérature économique suggère des moyens de rendre les programmes d'ajustement plus efficaces.

Les programmes d'ajustement généraux peuvent répondre à un large éventail de changements économiques mais les programmes ciblant le commerce peuvent être moins coûteux que ceux qui visent tous les types de chocs.

Les gouvernements peuvent accroître le financement des programmes d'ajustement pour que les perdants du changement technologique soient plus nombreux à bénéficier de l'assistance et du soutien nécessaires. Les programmes adaptés aux caractéristiques des travailleurs et des pays semblent être plus efficaces.

De nombreux pays ont recours à la fois à une politique active du marché du travail, à la protection de l'emploi et à des mesures de compensation pour ceux qui sont perdants. L'équilibre à trouver pour chaque pays dépendra vraisemblablement des circonstances qui lui sont propres.

Cette nécessité de combiner plusieurs approches vaut en général pour les pays en développement, mais il faut tenir compte du fait que la part des travailleurs dans le secteur informel, dans le secteur agricole et dans les entreprises publiques est plus importante dans ces pays.

L'activité indépendante et le marché du travail informel peuvent être une solution utile pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi dans le secteur formel.

Les chocs économiques peuvent avoir un effet beaucoup plus important sur les travailleurs du secteur agricole et des entreprises publiques dans les pays en développement, car la part de la main-d'œuvre employée dans ces secteurs y est plus importante. Une solution pourrait être d'adapter les programmes d'ajustement pour tenir compte des difficultés particulières liées à ces secteurs dans les pays en développement.

Les politiques qui augmentent la compétitivité de l'économie peuvent lui permettre de mieux tirer parti des possibilités créées par l'innovation et le commerce.

Étant donné que le changement technologique et le commerce ont l'un et l'autre tendance à augmenter la demande de main-d'œuvre qualifiée, des investissements plus importants dans l'éducation et la formation permettront aux travailleurs de mieux répondre aux mutations économiques.

La qualité, le coût et la fiabilité des infrastructures ont un impact considérable sur la compétitivité. Les secteurs clés à cet égard sont les transports, l'énergie, les télécommunications et même le logement. Ils sont essentiels non seulement pour la production, mais aussi pour le mouvement des biens, des services et des personnes à l'intérieur des frontières nationales et au-delà, et aussi la communication et l'acquisition d'informations.

L'amélioration du fonctionnement du marché du crédit peut accroître la compétitivité des entreprises nationales en réduisant le coût de l'emprunt et en aidant les entreprises à financer leur expansion ou leurs besoins en fonds de roulement.

Des mesures commerciales peuvent être utilisées pour accroître la compétitivité des producteurs d'un pays. La négociation d'un meilleur accès aux marchés étrangers réduit les obstacles au commerce rencontrés par les producteurs d'un pays et leur permet de vendre davantage aux consommateurs étrangers.

Si un pays est intégré dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), la réduction de ses propres obstacles à l'importation, en particulier ceux qui touchent les intrants intermédiaires, peut également accroître sa compétitivité sur les marchés mondiaux, étant donné que les importations de biens intermédiaires sont essentielles pour les exportations dans les CVM.

Les réformes visant à faciliter les échanges, par la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, réduisent les coûts du commerce et donnent aux pays un autre moyen d'accroître leur compétitivité.

Les gouvernements peuvent prendre des mesures pour remédier aux effets distributifs négatifs que peuvent avoir le changement technologique et l'accroissement de la concurrence commerciale.

Si le processus d'ajustement du marché du travail au changement technologique et à l'accroissement de la concurrence commerciale peut entraîner des pertes de revenu permanentes pour certains travailleurs, des études récentes indiquent que les gouvernements peuvent atténuer ce risque par des mesures de compensation et de redistribution.

F. Conclusions

Pour profiter des progrès économiques, il faut s'adapter au changement économique.

Dans l'ensemble, les économies ont grandement bénéficié des avancées technologiques et de l'ouverture commerciale, mais celles-ci peuvent aussi avoir des effets négatifs sur certains groupes et ou certaines régions – problème que de nombreux pays tentent actuellement de résoudre. Un problème majeur est lié au décalage, ou à la « friction », entre les nouvelles compétences exigées par une économie mondiale reposant de plus en plus sur l'information et les compétences plus anciennes de nombreux travailleurs. Les gens ont besoin d'une aide plus créative et plus efficace pour s'adapter au changement économique, qu'il soit dû à la technologie ou au commerce. L'objectif est de trouver un équilibre approprié entre la flexibilité du marché du travail et la sécurité de l'emploi.

L'ajustement du marché du travail peut être un défi local, mais ses répercussions peuvent être mondiales.

Les problèmes actuels du marché du travail peuvent être attribués en grande partie aux insuffisances des politiques nationales, mais l'incapacité à trouver des solutions pourrait avoir des répercussions sur tous les pays. En fournissant aux gouvernements un cadre pour se rencontrer, discuter et négocier, l'OMC leur offre – avec d'autres organisations internationales pertinentes – une plate-forme indispensable pour trouver des approches coopératives « gagnant-gagnant » afin de répondre aux possibilités et aux défis liés aux mutations économiques mondiales en cours.